

Grâce à la facilité de transport qu'offre la neige durcie sur le sol et les rivières gelées, les bois équarris sont réunis sur différents points pour former au printemps, lors de la débâcle, des radeaux de bois flotté qui descendent des nombreux affluents de l'Ottawa, pour gagner les immenses chantiers de Québec, d'où a lieu l'exportation en Europe.

Douze cents navires montés par 15 000 à 20,000 matelots sont employés régulièrement chaque année au transport de bois du Canada de l'autre côté de l'Atlantique.

On conçoit qu'un pareil système, absolument imprévoyant de l'avenir, épuise rapidement les réserves forestières que la nature a mis des siècles à produire, et qu'on se soucie peu de reconstituer.

Les beaux bois de construction et de nature commençant à devenir rares dans les anciennes paroisses du Canada, et dans la vaste étendue du *Dominion*, le Nord-Ouest possède des forêts dont les limites sont encore à peine connues, le bois y est beaucoup moins beau, l'éloignement et le manque de moyens de transports organisés n'en permettent guère encore l'exploitation.

Les flancs des Laurentides se dénudent; le climat, le régime des eaux, et par suite aussi, l'agriculture ne tarderont pas à en souffrir. Il faut déjà s'éloigner au moins de 300 milles d'Ottawa pour rencontrer de beaux bois de mâture.

Les incendies, allumés le plus souvent par l'imprudence des bûcherons, contribuent encore à porter la destruction au sein des forêts. Un voyageur français, M. B. Lamothe, a retracé les effets produits par un de ces grands incendies :

" Rien de plus hideux que ces squelettes décharnés et demi carbonisés de grands arbres, qui recouvrent à pertes de vue les plaines et les versants dévastés par la flamme.

" Les printemps se succèdent sans presque rien changer à la sinistro physionomie de ces immenses espaces que le bûcheron canadien appelle les brûlés.

" A la longue, une maigre végétation d'essences presque toujours inférieures à celle qui ont disparu, reprend lentement la possession du sol calciné; mais longtemps encore après que celui-ci s'est tapissé d'une verdure nouvelle, le regard reste attristé par l'aspect des grands troncs morts qui se dressent, témoins muets du désastre, au-dessus de leurs chétifs remplaçants."

Il est grand temps que les forêts soient protégées au Canada, que le gouvernement se préoccupe du reboisement obligatoire après l'exploitation, et qu'il organise pour y veiller une administration forestière imbuë des vrais principes de la sylviculture.—R. DE LUFAY.

La question de l'élevage du bétail dans la Province d'Ontario.—Nous empruntons au *Canadien* le compte-rendu suivant d'une entrevue qui a eu lieu entre l'Hon. M. Ross, l'un des membres du cabinet d'Ontario et la " *Shorthorn Association* :

Une députation de l'association anglaise américaine " *Shorthorn* " s'est rendue mardi dernier auprès du ministre de l'Agriculture dans le but de faire valoir les droits de l'association à un crédit du gouvernement. La députation se composait de MM. John Dryden, M. P. P., président; J. C. Snell, Edmonston, Francis Green, S. Davidson, A. E. Gordon, T. Snyder et R. L. Denison.

M. Dryden, en présentant la députation, expliqua le but de sa démarche et fit ressortir que plusieurs membres de l'association avaient eu l'avantage de faire du bien au pays en augmentant la valeur de leurs animaux. L'association pense cependant qu'on n'a pas fait sous ce rapport tout ce qu'on aurait désiré de faire, bien qu'elle ait travaillé énergiquement à faire comprendre au peuple l'importance qu'il y a d'élever des bestiaux d'une race améliorée.

L'association s'est formée dans le but d'élever des animaux supérieurs et de mer des prix aux expositions pour le meilleur bétail et pour l'élevage. Malheureusement cette association n'était qu'une entreprise privée, et ses ressources n'étaient pas suffisantes pour arriver au but désiré. Elle a fait dernièrement sa première vente de bétail engraisé, et bien que cette vente ait été conduite de manière à donner la plus grande satisfaction au public, l'association a été loin d'être satisfaite, faute de moyens. On a cru en conséquence, vu que le Gouvernement a secouru d'autres associations du même genre, qu'elle avait droit de demander de l'aide.

M. Gordon prit ensuite la parole. Il présenta une copie du premier volume du " *Livre du Berger* " rédigée par l'association et fit l'histoire de l'association.

Cette association méritait d'être encouragée, parce que l'exportation du bétail était destinée à développer l'agriculture dans la province d'Ontario, et ce n'est qu'en employant les meilleures races que ce commerce pouvait être maintenu.

Le rapport de novembre du Bureau des Industries démontre qu'il y a dans l'Ontario 1,820,000 animaux ordinaires. Si seulement 200,000 animaux appartenaient aux races améliorées, l'augmentation de la valeur de chaque animal serait au moins de \$5 par tête pour la première année, ce qui nous donnerait un revenu de \$1,000,000. Dans la seconde année, les animaux vaudraient deux millions de plus. Dans la troisième année, à \$15 par tête de plus que le bétail ordinaire, nous arrivons à un montant de \$3,000,000. Dans le but d'encourager cet état de choses, l'association demande un crédit au Gouvernement.

Le bétail court-cornes (*Shorthorn*) peut produire l'amélioration voulue, comme la chose est prouvée par le fait que les Canadiens, à la dernière exposition d'animaux à Chicago, ont remporté les principaux prix.

D'autres associations de ce genre ont obtenu des secours du Gouvernement. Voici les crédits qui ont été accordés : Association des laitiers (Ouest) \$1,500; Association de l'Est, \$1,500; Association d'agriculture et des arts, \$10,000; Association des fruits, \$1,500; Association de volailles, \$700.

M. Snyder a observé que l'association avait autant de droits à demander de l'aide que la société de volailles, et qu'elle a rendu plus de services au pays.

D'autres membres ont aussi adressé la parole et insisté sur les droits de l'association. On a demandé au Gouvernement une aide de \$1,900.

L'honorable M. Ross a répondu que le Gouvernement reconnaissait parfaitement bien l'importance des intérêts que l'association a pour objet de promouvoir et qu'il sera heureux de lui venir en aide si la chose est possible. Il soumettra les vues de la députation à la considération de ses collègues, et le Gouvernement s'occupera sérieusement de cette question.

M. le Rédacteur du *Canadien*, en publiant ce rapport, fait les réflexions suivantes :

" Voici des gens sérieux, pratiques. Pendant que nos hommes publics dépensent leur énergie et leur temps à se tirailler, nos voisins de la Province d'Ontario travaillent à améliorer leur position. Ils font de la vraie politique.

" A force de discussions et de subdivisions, nous en sommes presque réduits à l'impossibilité de faire fonctionner nos institutions, nous ne nous disputons pas sur les meilleurs moyens de promouvoir la prospérité publique. Ce serait ces disputes légitimes qui sont dans l'ordre des choses constitutionnelles. Nous nous déignons pour des chimères, des nialeries, des préjugés, des haines.

" Le *Canadien* insiste, depuis longtemps, sur la nécessité de donner à l'agriculture une plus large part d'attention et de travail. Là réside la ressource la plus sûre qui soit à notre disposition pour faire face aux difficultés du présent et aux besoins de l'avenir. Il faut trouver de l'argent, dit-on sans cesse. Créez le mouvement agricole, par là vous créez la richesse, et le progrès, et la force du Bas-Canada. L'élevage et l'amélioration du bétail doivent être placés au premier rang dans le travail qui est attendu avec tant d'impatience par la masse de la population. Par améliorations nous n'entendons pas exclusivement parler des races de bétail étrangères. Non; notre bétail traité